

**Indicateurs de performance de la péréquation
entre collectivités territoriales : actualisation 2002-2006**

Alain Guengant
Directeur de recherche CNRS
CREM-Université de Rennes I

Guy Gilbert
Professeur
ENS Cachan

L'évaluation de la péréquation financière entre collectivités territoriales utilise le protocole de mesure des « effets péréquateurs des concours de l'État » développé en 2004 pour le Commissariat général du plan¹. L'application porte sur les communes, les départements et les régions de métropole.

La performance de la péréquation est mesurée par le taux de correction des inégalités de pouvoir d'achat imputable aux dotations nationales et fonds de péréquation. Avant versement des transferts, le pouvoir d'achat des collectivités correspond au potentiel fiscal par habitant corrigé des charges. Après versement, le pouvoir d'achat financier correspond au potentiel fiscal complété des dotations et des fonds de péréquation. Le potentiel fiscal agrège uniquement les bases imposées, directes et indirectes, localisées sur le territoire de chaque collectivité. En revanche, les compensations versées en contrepartie des bases exonérées et les partages d'impôts nationaux constituent des transferts affectés, explicitement ou incidemment, à la correction des inégalités. Un indicateur synthétique de charges, estimé statistiquement à partir des dépenses, convertit le potentiel fiscal nominal, puis financier, en pouvoir d'achat des services publics locaux, compte tenu des différences de coût et de composition des groupes d'usagers d'une collectivité à l'autre.

L'ampleur des inégalités de pouvoir d'achat entre collectivités locales est évaluée par le coefficient de Gini pondéré par la population. Les transferts retenus regroupent des dotations à la fois compensatrices et péréquatrices. Les dotations compensatrices, aux effets péréquateurs ou contre péréquateurs incidents, correspondent aux compensations versées en contrepartie soit d'impôts locaux supprimés ou réduits, soit de charges transférées, soit d'anciennes dotations péréquatrices supprimées. Les dotations péréquatrices, aux effets péréquateurs explicites, visent expressément à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales par la convergence progressive de leur pouvoir d'achat financier après transferts. A ce titre, seules les dotations péréquatrices correspondent explicitement aux « *dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales* » prévus à l'article 72.2-alinéa 5 de la Constitution.

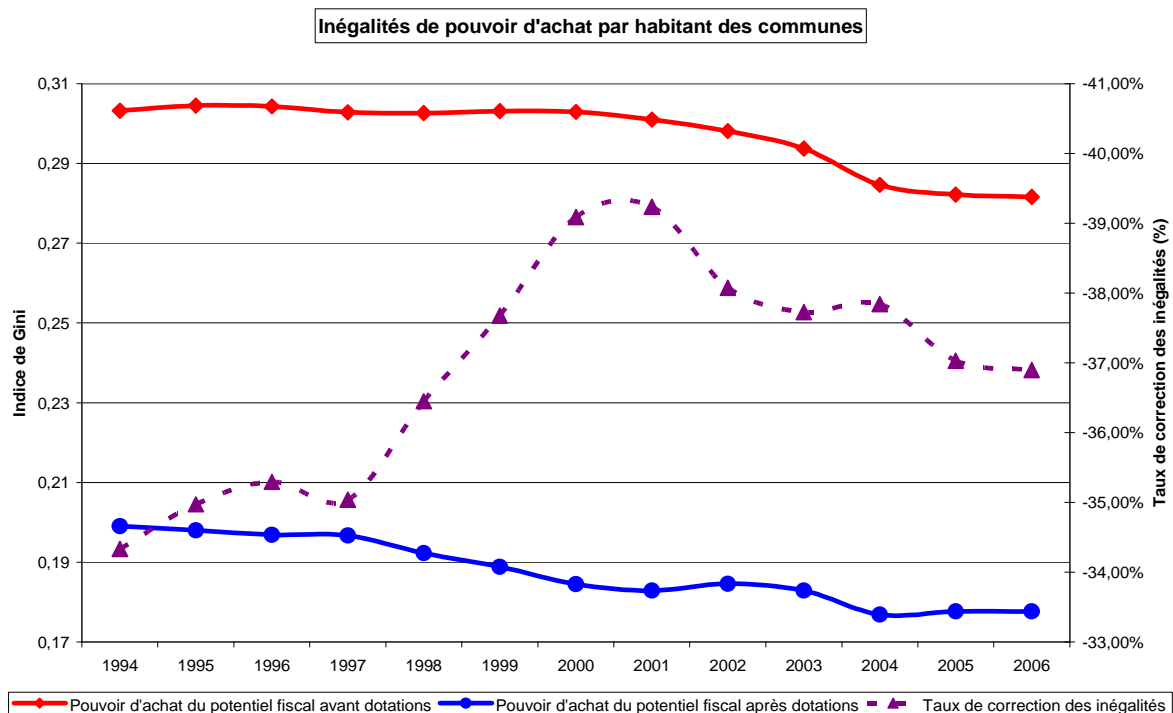
¹ Gilbert G., Guengant A. Évaluation des effets péréquateurs des concours de l'État aux collectivités locales, Commissariat général du plan, ronéoté, mars 2004, 178 pages.

1) Performance de la péréquation entre communes

L'évaluation de la péréquation financière entre communes intègre les communautés (uniquement pour la dotation d'intercommunalité) et fournit donc une mesure partiellement consolidée de la réduction des inégalités de pouvoir d'achat. Les dotations compensatrices correspondent aux compensations d'exonérations fiscales, à la dotation forfaitaire (DF) de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et aux dégrèvements de taxes foncières et d'habitation. Avant 2000, les contingents communaux d'aide sociale (CCAS) sont déduits de la dotation forfaitaire pour s'ajuster au périmètre actuel de la DGF communale. Les dotations péréquatrices regroupent, d'une part, la dotation d'aménagement, formée de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS), de la dotation de solidarité rurale (DSR), de la dotation d'intercommunalité (DI), et, d'autre part, les fonds de péréquation : fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), fonds de solidarité de la région Ile de France (FSRIF), fonds national de péréquation (FNP), désormais dotation nationale de péréquation (DNP).

En 2006, les dotations compensatrices représentent 77,8% des transferts intégrés dans le champ de l'évaluation, contre 82,0% en 2001. Les dotations expressément péréquatrices progressent sur la période de 18,0% en 2001 à 22,2% en 2006, essentiellement sous l'impact de l'augmentation de la dotation d'aménagement (tableau A1 en annexe). En 2006, les dotations et fonds de péréquation (nets) représentent 32,7% du potentiel financier des communes après transferts, contre 33,7% en 2001. Le potentiel fiscal direct (avant écrêtement du FDPTP) et indirect localisé fournit, par différence, 67,3% des ressources potentielles en 2006, contre 66,3% en 2001 (tableau A2 en annexe).

Graphique 1



Avant dotations, les inégalités de pouvoir d'achat du potentiel fiscal ont diminué, en niveau, de 7% depuis 1994 (graphique 1). L'accroissement de la performance de la péréquation, en progression tendancielle sur la période, amplifie la réduction des inégalités de pouvoir d'achat du potentiel financier après dotations à 11% entre 1994 et 2006.

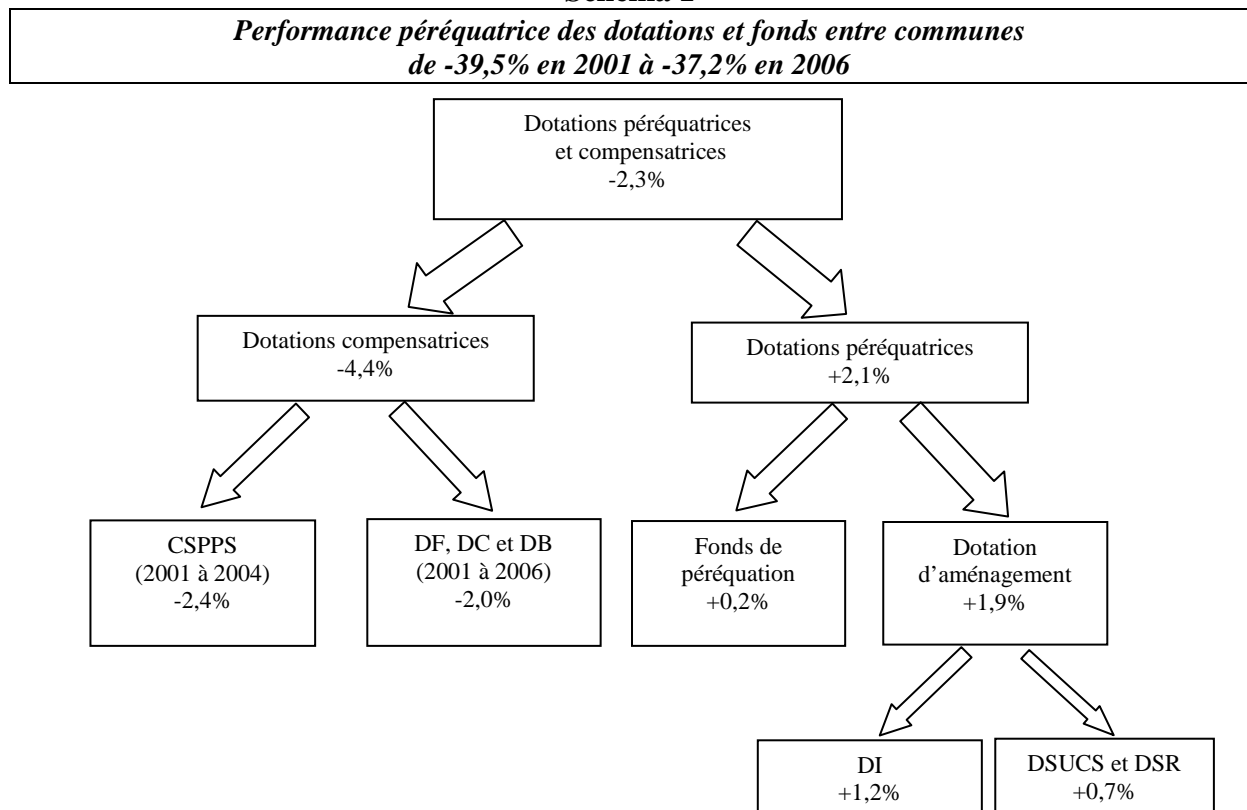
Le taux de correction des inégalités intercommunales de pouvoir d'achat imputable aux dotations et fonds atteint -36,9% en 2006 contre -39,2% en 2001, soit un repli de 2,3 points (tableau 1). Le recul de la performance péréquatrice provient uniquement des dotations compensatrices, avec un effet correcteur de -21,1% en 2006 contre -25,2% en 2001, soit une perte de 4,1 points. En revanche, la performance des dotations expressément péréquatrices progresse. Le taux de correction atteint -15,8% en 2006 contre -14,0% en 2001, soit un gain de 1,8 point.

Tableau 1
Communes : performance de la péréquation

Effet péréquateur normé (%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
compensations fiscales	-3,7	-2,0	-1,1	-3,1	-3,0	-3,1
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	-3,2	-3,2	-3,2	-3,2	-3,3	-3,1
dotation forfaitaire après déduction CCAS	-18,3	-18,5	-18,3	-16,3	-15,4	-15,0
dotations compensatrices	-25,2	-23,7	-22,6	-22,6	-21,6	-21,1
dotation aménagement	-6,5	-6,5	-7,5	-7,5	-7,7	-8,1
dont DSU	-1,6	-1,6	-1,7	-1,8	-2,0	-2,1
DSR	-1,5	-1,3	-1,2	-1,1	-1,2	-1,4
DI	-3,4	-3,5	-4,6	-4,6	-4,5	-4,6
fonds de péréquation	-7,5	-7,9	-7,6	-7,8	-7,7	-7,7
dont FNP	-3,0	-2,7	-2,6	-2,5	-2,5	-2,5
FDPTP	-3,9	-4,7	-4,3	-4,6	-4,5	-4,6
FSRIF	-0,6	-0,6	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6
dotations péréquatrices	-14,0	-14,4	-15,2	-15,3	-15,4	-15,8
dotations et fonds	-39,2	-38,1	-37,7	-37,8	-37,0	-36,9

Le recul de la performance péréquatrice des dotations compensatrices est lié à la compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle (CSPPS). L'allocation indexée sur les bases exonérées exerce un impact contre-péréquateur en amplifiant les inégalités de +1,2% en 2002 puis de +2,1% en 2003 (tableau A4 en annexe).

Schéma 1



Note : décomposition arrondie des effets péréquateurs

Le décrochage de l'effet péréquateur incident de la dotation forfaitaire, de -18,3% en 2003 à -16,3% en 2004, résulte de l'intégration de la CSPPS. Le nouveau repli à -15,4% en 2005 puis à -15,0% en 2006 provient de la création de la dotation de base. La répartition en fonction de la population pondérée aboutit à verser aux communes à fort pouvoir d'achat du potentiel fiscal une dotation qu'elles ne percevaient pas antérieurement, affaiblissant ainsi la performance péréquatrice incidente de la dotation forfaitaire accumulée au cours du temps, notamment lors de la « fossilisation » d'anciennes attributions péréquatrices.

La performance correctrice, en niveau, des dotations expressément péréquatrices provient pratiquement à parts égales de la dotation d'aménagement (-8,1% en 2006) et des fonds de péréquation (-7,7%). Toutefois, la performance de la dotation d'aménagement s'inscrit sur une trajectoire ascendante, avec un gain de 1,6 point depuis 2001. En revanche, l'effet péréquateur des fonds demeure pratiquement stable (+0,2 point), avec en outre des tendances divergentes. La performance des FDPTP progresse sensiblement de -3,9 % en 2001 à -4,6% en 2006. Le gain provient intégralement de l'écêtement avec un effet péréquateur de -4% en 2006 contre -3% en 2001. A l'inverse, le pouvoir correcteur des versements diminue de -0,8% à -0,6%. L'effet péréquateur du FNP recule également de -3,0% en 2001 à -2,5% en 2006. La performance correctrice de FSRIF reste en revanche stable sur la période à -0,6%.

La progression du taux de correction imputable à la dotation d'aménagement résulte en premier lieu de la dotation d'intercommunalité, avec une contribution à la réduction des inégalités de -4,6% en 2006 contre -3,4% en 2001, soit un gain de 1,2 point. La quasi-stagnation de la performance entre 2005 et 2006 (-4,6%) provient de la diminution du poids de la dotation de péréquation au profit de la dotation de base. Les performances de la DSUCS et de la DSR, réservées à des communes différentes, ne peuvent pas être dissociées dans un protocole global d'évaluation.

Dans ce cadre, le calcul des taux de corrections imputables à chacune des dotations conduit à supposer que les communes de moins de 10 000 habitants (pour l'essentiel) reçoivent une DSUCS nulle et inversement que les villes de plus de 10 000 habitants reçoivent une DSR également nulle, quel que soit leur pouvoir d'achat en services publics locaux. La segmentation de l'évaluation permettrait de différencier les corrections mais pour des collectivités distinctes. Toutefois, des évaluations intra-strates ne seraient pas comparables en ignorant les inégalités inter-strates.

Sous réserve de la non-éligibilité des communes à l'une ou l'autre des dotations catégorielles, la performance péréquatrice de la DSUCS atteint -2,1% en 2006 contre -1,6% en 2001, soit un gain de 0,5 point. Pour la DSR, l'effet péréquateur régresse de -1,5% en 2001 à -1,1% en 2004 puis progresse à -1,2% en 2005 puis à -1,4% en 2006, soit une baisse légère de -0,1 point sur la période.

Le taux de correction des inégalités dépend du montant et de la modulation des dotations. La performance péréquatrice de chaque dotation peut ainsi être décomposée entre un effet extensif, ou effet-volume, lié aux montants des crédits mis en répartition, et un effet intensif, ou effet-barème intrinsèque, reflétant l'adéquation des critères de modulation à la réduction des différences de pouvoir d'achat. La mesure utilisée de performance intrinsèque correspond à l'indice de Kakwani, compris entre 1 (parfaite adéquation de la modulation à la réduction des inégalités) et -1 (modulation totalement contre-péréquatrice). Plus l'indice est proche de 1, plus la performance péréquatrice intrinsèque de la dotation est élevée (tableau 2).

Logiquement, les dotations expressément péréquatrices possèdent une performance intrinsèque (0,43 en 2006) deux fois plus importante que les dotations compensatrices (0,19). Toutefois, dans les deux cas, l'indicateur décroît (tableau A4 en annexe).

Pour les dotations compensatrices, la baisse de performance intrinsèque, de 0,22 en 2001 à 0,20 en 2003, provient de la compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle (dont l'indice est négatif en 2002 et 2003 respectivement -0,11 et -0,19 traduisant l'impact contre-péréquateur de l'allocation). Le repli de la performance intrinsèque de la dotation forfaitaire se poursuit en 2005 (0,23 contre 0,24 l'année précédente) avec la création de la dotation de base.

Tableau 2
Communes : performance péréquatrice intrinsèque

Performance péréquatrice (indice de Kakwani)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
compensations fiscales	0,16	0,09	0,05	0,30	0,30	0,30
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	0,38	0,38	0,37	0,36	0,36	0,34
dotation forfaitaire avant déduction CCAS	0,30	0,32	0,31	0,24	0,23	0,23
contingent communal d'aide sociale (CCAS)	-0,22	-0,30	-0,30	-0,29	-0,29	-0,28
dotations compensatrices	0,22	0,21	0,20	0,20	0,19	0,19
dotation aménagement	0,46	0,42	0,44	0,43	0,41	0,41
dont DSU	0,62	0,61	0,61	0,60	0,58	0,56
DSR	0,43	0,42	0,39	0,37	0,34	0,35
DI	0,42	0,37	0,41	0,39	0,38	0,38
fonds de péréquation	0,52	0,53	0,50	0,50	0,50	0,50
dont FNP	0,76	0,72	0,71	0,68	0,65	0,64
FDPTP	0,45	0,48	0,45	0,45	0,45	0,46
écrêtement	0,69	0,69	0,69	0,70	0,70	0,70
versements	0,21	0,20	0,16	0,15	0,14	0,14
FSRIF	0,52	0,46	0,45	0,46	0,54	0,47
contribution	0,63	0,55	0,58	0,55	0,56	0,57
versements	0,50	0,39	0,38	0,39	0,38	0,39
dotations péréquatrices	0,48	0,46	0,46	0,45	0,45	0,43
dotations et fonds	0,26	0,25	0,25	0,24	0,24	0,24

Pour les dotations péréquatrices, la perte de performance intrinsèque, de 0,48 en 2001 à 0,43 en 2006, concerne à la fois la dotation d'aménagement et le fonds national de péréquation (FNP).

La performance intrinsèque du FNP diminue sensiblement de 0,76 en 2001 à 0,64 en 2006. En revanche, la performance des FDPTP se maintient globalement. Une divergence, à la fois de niveau et d'évolution, apparaît toutefois entre l'écrêtement (0,70 en 2006 contre 0,69 en 2001) et les reversements (0,14 en 2006 contre 0,21 en 2001). Pour le FSRIF, la performance intrinsèque de la contribution est également supérieure (0,57 en 2006) à celle des versements (0,39). Les différences entre les deux volets du fonds demeurent toutefois plus faibles en niveau comme en tendance.

La performance de la dotation d'aménagement diminue de 0,46 en 2001 à 0,41 en 2006. L'affaiblissement provient pour partie de la dotation d'intercommunalité. L'impact de la DI est toutefois délicat à cerner en raison des variations de champ liées à la création de nouvelles communautés. La baisse de 0,39 en 2004 à 0,38 en 2005 est liée à la réforme du partage de la dotation entre la dotation de base et la dotation de péréquation. L'appréciation du recul de la performance de la DSUCS et de la DSR se heurte à nouveau à la partition, évoquée plus haut, des communes éligibles. Apparemment, la DSUCS possède une performance intrinsèque supérieure à la DSR (0,56 contre 0,35 en 2006).

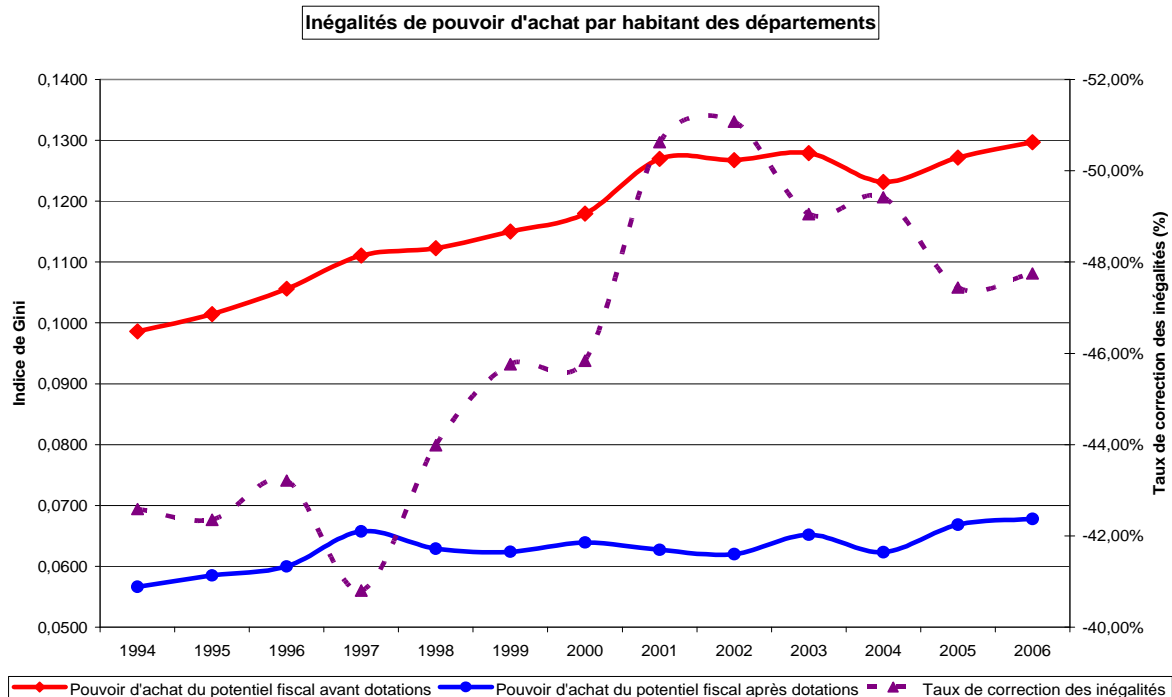
2) Performance de la péréquation entre départements

L'évaluation de la péréquation financière interdépartementale ne concerne pas Paris. Les dotations compensatrices correspondent aux compensations d'exonérations fiscales, à la

dotations forfaitaire (DF) de la dotation globale de fonctionnement (DGF), à la dotation générale de décentralisation (DGD), aux dégrèvements de taxes foncières et d'habitation et à la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC). Avant 2000, les contingents communaux d'aide sociale (CCAS) sont ajoutés à la dotation forfaitaire pour s'ajuster au périmètre actuel de la dotation départementale. La DGD, nette du reversement des départements surfiscalisés, est prise en compte pour la totalité de son montant, ainsi que les droits de mutations à titre onéreux comptabilisés dans le potentiel fiscal. En effet, lors de l'acte I de la décentralisation la DGD et les DMTO remplacent les participations de l'État aux dépenses d'aide sociale, donc se substituent à des ressources départementales existantes.

En revanche, la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) accordée en contrepartie d'une compétence nouvelle n'est prise en compte que pour sa variation cumulée en volume depuis l'année du transfert (1986), donc après déduction de la hausse du coût des services transférés (assimilée à la croissance du prix du produit intérieur brut). De même, la quote-part de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), attribuée lors de la décentralisation du revenu minimum d'insertion (RMI), n'est intégrée dans l'évaluation que pour sa variation cumulée en volume depuis 2004. La quote-part de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) transférée au titre des nouvelles compétences de l'acte II est prise en compte également pour sa seule variation réelle postérieure à 2005. La quote-part de la taxe versée au titre des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), accordée en contrepartie d'une réduction équivalente de la dotation de compensation, est en revanche retenue pour la totalité de son montant.

Graphique 2



Les dotations péréquatrices correspondent à la dotation impôts ménages (DIM) intégrée dans la dotation forfaitaire en 2004, à la dotation potentiel fiscal supprimée en 2005, à la dotation de fonctionnement minimale (DFM) élargie en 2005 et à la dotation de péréquation urbaine créée en 2005. En 2006, les dotations compensatrices représentent 92,5% des transferts contre 86,0% en 2001. Les dotations péréquatrices régressent en proportion sur la période de 14,0% en 2001 à 7,5% en 2006, essentiellement sous l'impact de l'intégration de la dotation impôts ménages dans la dotation forfaitaire (tableau A5 en annexe).

En 2006, les dotations représentent 36,5% du potentiel financier des départements après transferts, contre 36,8% en 2001 (tableau A6 en annexe). Le potentiel fiscal direct et indirect localisé fournit, par différence, 63,5% des ressources potentielles en 2006 contre 63,2% en 2001.

A la différence des communes, les disparités interdépartementales de pouvoir d'achat du potentiel fiscal, avant dotations, augmentent de 32% entre 1994 et 2006, avec toutefois une tendance à la stabilisation depuis 2001 (graphique 2). L'amplification des disparités provient de la croissance soutenue mais inégale des droits de mutation à titre onéreux (DMTO). Même si le taux de correction des inégalités progresse tendanciellement, l'effet péréquisiteur des dotations est insuffisant pour réduire, dans l'absolu, les inégalités de pouvoir d'achat du potentiel financier après dotations qui progressent ainsi de 20% entre 1994 et 2006.

Le taux de correction des inégalités interdépartementales de pouvoir d'achat atteint -47,7% en 2006 contre -50,6% en 2001, soit un repli de 2,9 points (tableau 3). Le recul de la performance péréquatrice ne résulte pas des dotations compensatrices, avec un effet correcteur stable à -42,2% en 2006 comme en 2001, après une pointe en 2004 à -44,4%. La baisse provient des dotations péréquatrices, avec un taux de correction de -5,6% en 2006 contre -8,5% en 2001, soit un recul de 2,9 points.

Tableau 3
Départements : performance de la péréquation

Effet péréquisiteur normé (%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
compensations fiscales	-10,8	-10,7	-8,7	-6,9	-6,6	-6,3
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	-1,6	-1,6	-1,5	-1,3	-1,1	-1,3
dotation forfaitaire plus CP CCAS plus garantie	-11,5	-11,5	-11,4	-32,3	-32,1	-32,3
DGD et variation TIPP	-18,2	-18,9	-19,3	-3,7	-2,3	-2,2
variation DDEC	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
dotations compensatrices	-42,2	-42,8	-40,9	-44,4	-42,2	-42,2
dotation impôts ménages	-2,4	-2,4	-2,3	0,0	0,0	0,0
dotation potentiel fiscal puis dotation de péréquation urbaine	-2,5	-2,4	-2,3	-2,4	1,2	1,2
dotation de fonctionnement minimale (DFM)	-3,6	-3,5	-3,5	-2,7	-6,4	-6,8
dont contribution	-0,9	-0,8	-0,8	0,0	0,0	0,0
versement	-2,7	-2,7	-2,7	-2,7	-6,4	-6,8
dotations péréquatrices	-8,5	-8,3	-8,1	-5,1	-5,2	-5,6
total dotations	-50,6	-51,1	-49,1	-49,4	-47,4	-47,7

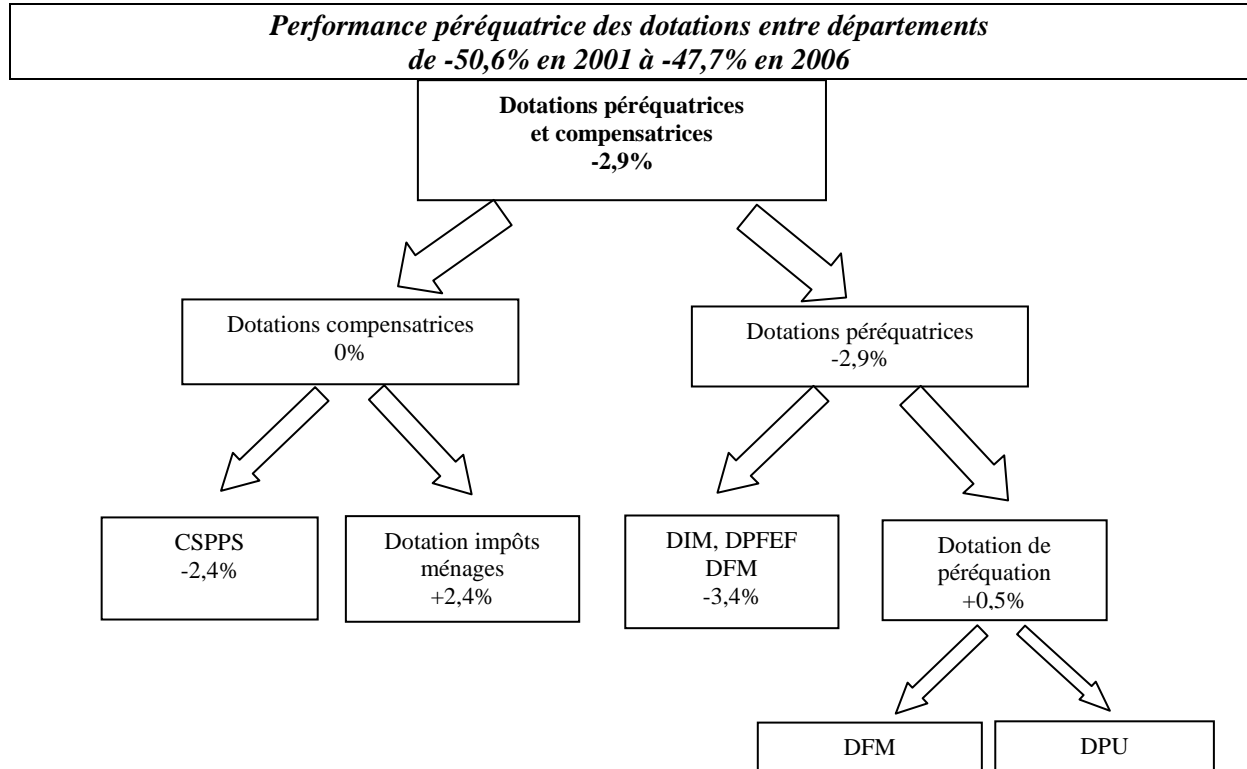
La perte de pouvoir péréquisiteur des dotations compensatrices en 2003 (-40,9% contre -42,8% l'année précédente) est imputable pour l'essentiel à la compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle (CSPPS). Certes l'allocation compensatrice produit toujours un effet péréquisiteur incident entre départements (-1,5%), mais en repli par rapport à 2003 (-3,3%).

En 2004, l'intégration de la dotation impôts ménages améliore l'effet péréquisiteur de la dotation forfaitaire (-21,1%), abondée en outre de 95% de la dotation générale de décentralisation et, en négatif, des anciennes contributions à la dotation de fonctionnement minimale (DFM). En contrepartie, la performance de la DGD résiduelle chute brutalement en raison de la réduction de son montant de -19,3% en 2003 à -3,7% en 2004. En 2005, la suppression de la contribution des départements surfiscalisés accentue le repli à -2,3% puis à -2,2% en 2006 (tableau A7 en annexe).

La performance péréquatrice des dotations compensatrices fléchit à nouveau en 2005 (-42,2% contre -44,4% en 2004) puis se stabilise en 2006 (-42,2%). L'évolution provient de la perte d'effet péréquisiteur de la DGD résiduelle, de la variation de quote-part de la TIPP depuis 2004 puis de la TSCA (hors SDIS) depuis 2005. Le caractère provisoire des produits de TIPP et de TSCA par département implique de retenir avec précaution l'évolution récente. En outre, le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) n'a pas été intégré dans l'évaluation.

L'affaiblissement de l'effet péréquisiteur des dotations expressément péréquatrices découle de la suppression de la dotation impôts ménages, désormais « fossilisée » dans la dotation forfaitaire au titre de la répartition de 2003. L'incorporation de la DIM dans la dotation forfaitaire accroît le pouvoir péréquisiteur incident des dotations compensatrices qui atteint -44,4% en 2005, contre -40,9% l'année précédente. Le gain de 3,5 points ainsi obtenu dépasse le recul de performance des dotations péréquatrices (perte de 3 points), d'où une légère progression du taux global de correction de 0,5 point entre 2003 et 2004.

Schéma 2



Note : décomposition arrondie des effets péréquisiteurs

La performance des dotations expressément péréquatrices décline de -8,5% en 2001 à -8,1% en 2003 puis, après la rupture de niveau associée à l'intégration de la dotation impôts ménages dans la dotation forfaitaire, reprend une trajectoire ascendante de -5,1% en 2004 à -5,6% en 2006. En début de période, l'érosion de l'effet péréquisiteur résulte de la perte de performance correctrice de la dotation impôts-ménages et de la dotation potentiel fiscal-effort fiscal, deux dotations supprimées respectivement en 2004 et 2005. Le reversement de tendance à partir de 2005 provient de la réforme de la DGF départementale. Les performances de la dotation de fonctionnement minimale (DFM) et de la dotation de péréquation urbaine (DPU), réservées à deux catégories distinctes de départements, non urbains et urbains, ne peuvent pas être dissociées dans un protocole global d'évaluation.

Lors d'une évaluation globale des effets péréquisiteurs, le calcul du taux de correction imputable à chacune des dotations conduit à supposer que les départements non urbains perçoivent une DPU nulle et inversement que les départements urbains reçoivent une DFM également nulle, quel que soit leurs pouvoirs d'achat fiscal respectifs. La segmentation de l'évaluation permettrait de différencier les corrections mais uniquement dans une perspective intra-catégorielle, donc entre départements non-urbains d'une part, urbains d'autre part. Des évaluations intra-catégorielles ne seraient donc pas comparables en ignorant les inégalités inter-catégorielles.

Conjointement la DPU et la DFM réduisent les inégalités interdépartementales de pouvoir d'achat du potentiel fiscal de -5,2% en 2005 et de -5,6% en 2006. Toutefois, une dissociation des évaluations conduirait à attribuer à la DFM un pouvoir péréquateur de -6,4% en 2005 et de -6,6% en 2006 et à la DPU un impact contre-péréquateur, avec une augmentation induite des inégalités de +1,2% les deux années. Les départements urbains possèdent en effet un potentiel fiscal supérieur aux départements non urbains. En conséquence, la DPU génère « artificiellement » un effet contre-péréquateur au regard de la situation des départements non urbains.

Tableau 4
Départements : performance péréquatrice intrinsèque

Performance péréquatrice (indice de Kakwani)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
compensations fiscales	0,17	0,14	0,11	0,28	0,27	0,28
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	0,10	0,11	0,10	0,09	0,08	0,09
dotations forfaitaire	0,18	0,18	0,19	0,13	0,14	0,14
dotations de compensation (CCAS avant 2000)	0,14	0,14	0,14	0,18	0,19	0,20
DGD et variation TIPP	0,22	0,22	0,23	0,29	0,33	0,42
versement département surfiscalisé	0,79	0,78	0,78	0,80	0,00	0,00
variation DDEC	0,13	0,11	0,12	0,10	0,08	0,07
dotations compensatrices	0,17	0,16	0,15	0,15	0,16	0,16
dotations impôts ménages	0,12	0,12	0,12	0,00	0,00	0,00
dotations potentiel fiscal puis dotations de péréquation urbaine	0,18	0,17	0,18	0,17	-0,14	-0,14
dotations de fonctionnement minimale (DFM)	0,80	0,80	0,79	0,84	0,63	0,63
dont contribution	0,62	0,61	0,62	0,00	0,00	0,00
versement	0,89	0,88	0,86	0,84	0,63	0,63
dotations péréquatrices	0,23	0,23	0,23	0,29	0,30	0,31
total dotations	0,17	0,16	0,16	0,16	0,16	0,17

À nouveau, les dotations expressément péréquatrices possèdent logiquement une performance intrinsèque (0,31 en 2006) deux fois plus importante que les dotations compensatrices (0,16). La performance péréquatrice intrinsèque des dotations compensatrices apparaît globalement stable. En revanche, la performance intrinsèque des dotations péréquatrices progresse sensiblement de 0,21 en 2001 à 0,31 en 2006 (tableau 4).

L'amélioration de la performance intrinsèque des dotations péréquatrices provient du remplacement de la dotation impôts ménages (indice de 0,12 en 2003) et de la dotation potentiel fiscal (indice de 0,17 en 2004) par deux dotations complémentaires (DFM et DPU) sensiblement plus performantes avec un indice conjoint de 0,30 en 2005 et de 0,31 en 2006 (tableau A8 en annexe).

3) Performance de la péréquation entre régions

L'évaluation de la péréquation concerne l'ensemble des régions de métropole, y compris à statut particulier (Corse et Ile de France). Les dotations compensatrices correspondent aux compensations d'exonérations fiscales (y compris des droits de mutations à titre onéreux depuis 1999), à la dotation forfaitaire (DF) de la dotation globale de fonctionnement (DGF), à la dotation générale de décentralisation (DGD), à la dotation de décentralisation pour la formation professionnelle (DDPF), aux dégrèvements de taxes foncières et d'habitation (avant 2001) et à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES).

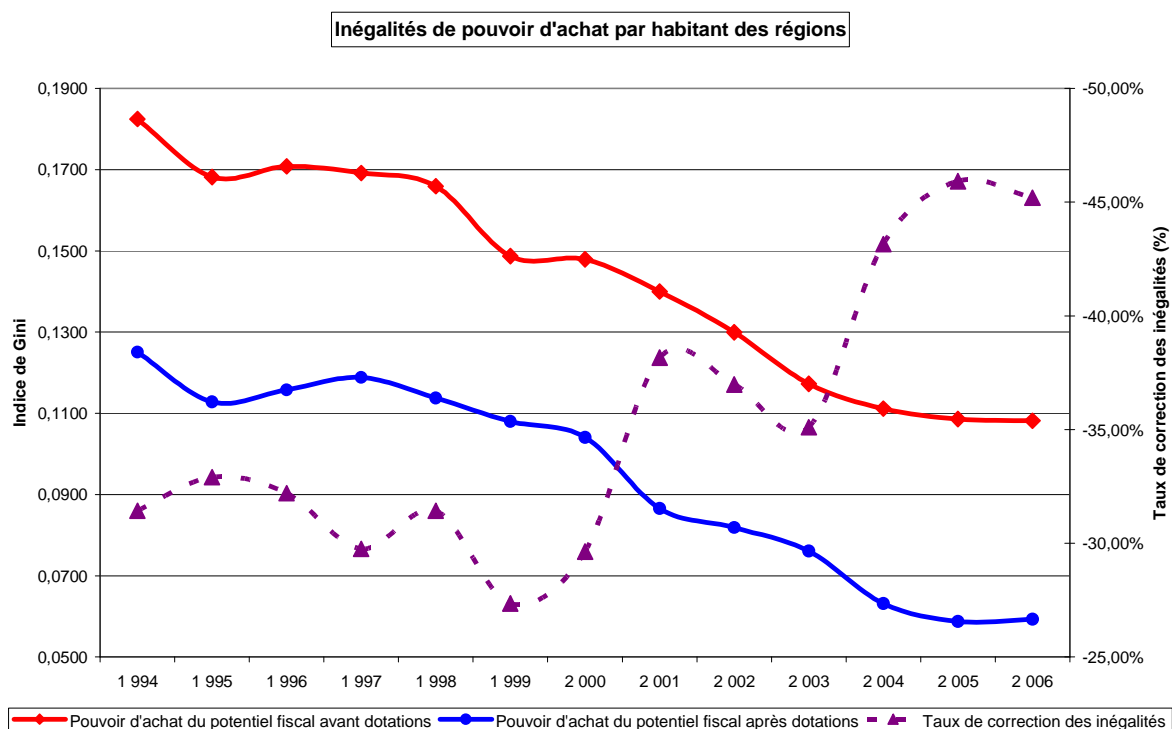
La DGD est prise en compte pour sa variation postérieure à l'année du transfert de compétences lors de l'acte I en 1986, puis en 2002 lors de la généralisation de la régionalisation du service ferroviaire des voyageurs. De même, la DGD Corse n'est retenue que pour son évolution depuis 1993. La DDPF est également comptabilisée uniquement pour les variations postérieures aux transferts de compétences (1986, 2000, 2004). En 2006, la DDPF est complétée de la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage. Le traitement est identique pour la DRES, avec 1986 comme année de référence.

Lors de l'acte I de la décentralisation, le financement d'une partie des nouvelles compétences par la taxe sur les cartes grises exige un traitement spécifique. D'une part, l'assiette de la taxe entre dans le potentiel fiscal des régions. D'autre part, la croissance cumulée de son produit depuis 1986, aux tarifs initiaux à la date du transfert, corrigée du différentiel d'augmentation cumulée entre le coût des services transférés (pratiquement le prix du PIB) et le tarif moyen depuis cette date, exerce un effet péréquateur, ou contre-péréquateur, similaire à la DGD. La quote-part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) attribuée dans le cadre de l'acte II est neutralisée en 2006 et devra être traitée, à partir de 2007, comme la taxe sur les cartes grises.

Les dotations péréquatrices correspondent au fonds de correction des déséquilibres régionaux (FCDR) jusqu'en 2003 et depuis à la dotation de péréquation de la DGF régionale. En 2006, les dotations compensatrices représentent 98,1% des transferts contre 98,7% en 2001 (tableau A9 en annexe). Les dotations expressément péréquatrices représentent par conséquent une proportion très modeste des dotations, toutefois en croissance de 1,3% en 2001 à 1,9% en 2006.

En 2006, les dotations représentent 49,8% du potentiel financier des régions après transferts, contre 47,3% en 2001. Le potentiel fiscal direct et indirect localisé fournit, par différence, 50,2% des ressources potentielles en 2006 contre 52,7% en 2001 (tableau A10 en annexe).

Graphique 3



Les disparités interrégionales de pouvoir d'achat du potentiel fiscal, avant dotations, régressent continuellement en niveau depuis 1994 (graphique 3). Le taux de réduction atteint 41% en 2006. La diminution des disparités provient à la fois de l'égalisation progressive de la distribution territoriale des bases directes et de la suppression des droits de mutation à titre onéreux (DMTO). La croissance de l'effet péréquateur, donc de la réduction relative des inégalités imputable aux transferts, amplifie la convergence des pouvoirs d'achat après

répartition des dotations. Les différences de potentiel financier sur la période ont ainsi été diminuées de 44%.

Les modifications apportées au traitement des transferts de compétences conduisent à réviser sensiblement les estimations de la performance de la péréquation interrégionale publiées dans le rapport du CGP de 2004.

Le taux de correction des inégalités interrégionales de pouvoir d'achat du potentiel fiscal atteint -45,2% en 2006 contre -38,2% en 2001, soit une progression de 7 points. L'augmentation de la performance péréquatrice provient des dotations compensatrices, avec un effet correcteur de -39,6% en 2006 contre -32,1% en 2001 (tableau 5).

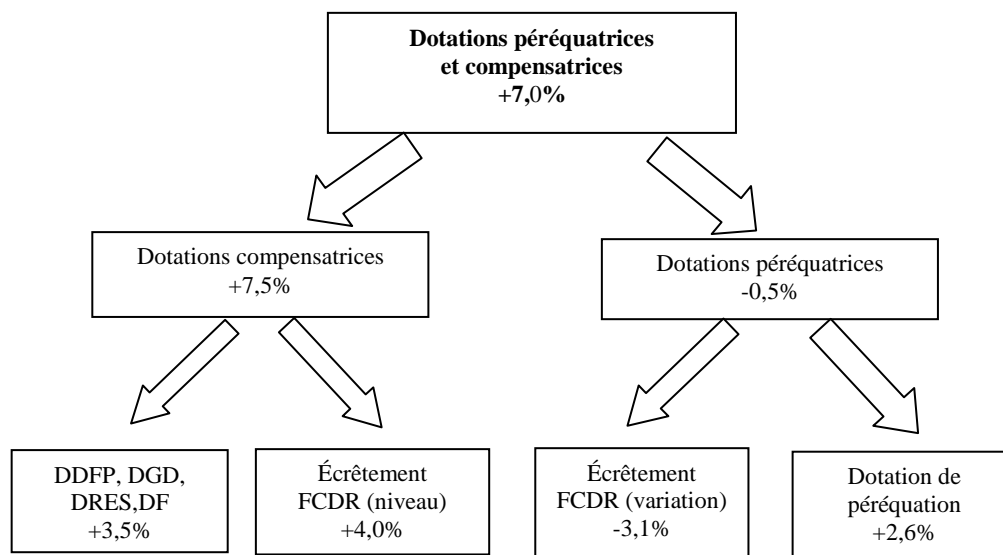
Tableau 5
Régions : performance de la péréquation

Effet péréquateur normé (%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
compensations fiscales	-14,4	-12,7	-9,7	-6,6	-6,9	-5,8
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	-11,4	-11,8	-10,7	-25,6	-26,6	-27,2
variation DGD formation professionnelle	-4,2	-4,4	-5,3	-5,1	-5,6	-5,2
variation DRES	-2,0	-1,8	-1,9	-1,5	-1,5	-1,4
dotations compensatrices	-32,1	-30,7	-27,7	-38,9	-40,6	-39,6
FCDR , dotation de péréquation	-6,1	-6,3	-7,4	-4,2	-5,3	-5,6
dont contribution	-3,1	-3,3	-4,0	0,0	0,0	0,0
reversement	-3,0	-2,9	-3,3	-4,2	-5,3	-5,6
dotations péréquatrices	-6,1	-6,3	-7,4	-4,2	-5,3	-5,6
total dotations et fonds	-38,2	-37,0	-35,1	-43,2	-45,9	-45,2

La croissance du pouvoir péréquateur des dotations compensatrices en 2004 (-38,9% contre -27,7% l'année précédente) provient de la création de la dotation forfaitaire qui regroupe notamment les compensations de DMTO, de taxe d'habitation, 95% de la DGD et, en négatif, les anciens écrêtements du fonds de correction des déséquilibres régionaux (FCDR) dont le dernier effet correcteur spécifique atteint en 2003 -4,0% en niveau.

Schéma 3

*Performance péréquatrice des dotations entre régions
de -38,2% en 2001 à -45,2% en 2006*



Note : décomposition arrondie des effets péréquateurs

En revanche, la performance des dotations expressément péréquatrices décroît tendanciellement sur la période. Toutefois, le trend dissimule une trajectoire en réalité

ascendante mais marquée par une rupture de niveau liée à la réforme de la DGF, à l'instar de l'évolution observée pour les départements (tableau A11 en annexe). Après avoir progressé de -6,1% en 2001 à -7,4% en 2003, le pouvoir correcteur des dotations péréquatrices chute brutalement en 2004 à -4,2% pour retrouver une trajectoire ascendante à partir de 2005 (-5,3%) et atteindre un taux de correction de -5,6% en 2006. La rupture provient de la suppression du FCDR et de son remplacement par la dotation de péréquation. L'écrêtement des régions les plus richement dotées en potentiel fiscal (Alsace, Ile de France et Rhône-Alpes) est supprimé puis « fossilisé » dans les dotations compensatrices par une réduction à due concurrence de la dotation forfaitaire des régions concernées.

Tableau 8
Régions : performance péréquatrice intrinsèque

Performance péréquatrice (indice de Kakawni)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
compensations fiscales	0,07	0,05	0,04	0,35	0,32	0,32
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	0,41	0,39	0,39	0,39	0,39	0,38
variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	0,15	0,13	0,11	0,07	0,07	0,08
variation DGD formation professionnelle	0,17	0,15	0,14	0,14	0,12	0,12
variation DRES	0,14	0,13	0,12	0,09	0,09	0,09
dotations compensatrices	0,10	0,09	0,07	0,09	0,09	0,09
FCDR , dotation de péréquation	0,67	0,64	0,64	0,69	0,71	0,71
dont contribution	0,61	0,61	0,63	0,00	0,00	0,00
reversement	0,76	0,70	0,67	0,69	0,71	0,71
dotations péréquatrices	0,67	0,64	0,64	0,69	0,71	0,71
total dotations et fonds	0,11	0,09	0,08	0,09	0,09	0,10

Les dotations compensatrices possèdent une performance péréquatrice intrinsèque très faible de l'ordre de 0,09 (tableau 8). Les dotations expressément péréquatrices se caractérisent à l'inverse par une performance particulièrement élevée, en outre croissante de 0,67 en 2001 à 0,71 en 2006 (tableau A12 en annexe).

Tableau A1
Communes : dotations et fonds de péréquation

Montants nominaux en € par habitant	dotations compensatrices	dotations péréquatrices	dont dotation d'aménagement	dont fonds de péréquation (versement)
1994	202,12	27,91	15,53	12,38
1995	201,57	32,11	17,79	14,31
1996	202,57	37,46	21,30	16,16
1997	203,54	38,87	22,34	16,54
1998	213,75	41,86	23,58	18,27
1999	228,38	46,97	27,80	19,17
2000	256,75	52,41	32,61	19,80
2001	263,34	57,73	37,10	20,63
2002	271,14	63,22	42,57	20,64
2003	273,23	67,25	45,72	21,54
2004	275,90	69,48	47,97	21,51
2005	277,07	75,36	52,54	22,83
2006	280,03	79,83	56,76	23,07

en %	dotations compensatrices	dotations péréquatrices	dont dotation d'aménagement	dont fonds de péréquation (versement)
1994	87,9%	12,1%	6,8%	5,4%
1995	86,3%	13,7%	7,6%	6,1%
1996	84,4%	15,6%	8,9%	6,7%
1997	84,0%	16,0%	9,2%	6,8%
1998	83,6%	16,4%	9,2%	7,1%
1999	82,9%	17,1%	10,1%	7,0%
2000	83,0%	17,0%	10,5%	6,4%
2001	82,0%	18,0%	11,6%	6,4%
2002	81,1%	18,9%	12,7%	6,2%
2003	80,2%	19,8%	13,4%	6,3%
2004	79,9%	20,1%	13,9%	6,2%
2005	78,6%	21,4%	14,9%	6,5%
2006	77,8%	22,2%	15,8%	6,4%

Tableau A2
Communes : potentiel fiscal et dotations

Montants nominaux en € par habitant	Potentiel fiscal avant écartement FDPTP	Compensations fiscales	DGF	Fonds de péréquation (nets)	Dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	Dotations	Total potentiel fiscal et dotations
1994	469,54	46,51	171,14	4,44	0,00	222,09	691,63
1995	501,61	46,93	172,43	6,03	0,00	225,39	727,00
1996	520,22	45,92	177,94	7,11	0,00	230,97	751,19
1997	556,81	47,67	178,21	6,94	0,00	232,82	789,63
1998	584,22	42,94	180,03	8,19	14,36	245,53	829,74
1999	609,66	55,09	186,47	8,40	14,62	264,58	874,24
2000	605,58	58,76	204,27	8,65	26,33	298,01	903,59
2001	610,24	64,71	209,21	10,11	26,51	310,54	920,78
2002	646,66	68,65	217,98	7,30	27,09	321,02	967,68
2003	644,97	68,84	222,94	8,67	27,16	327,62	972,59
2004	662,27	32,23	263,55	8,13	28,09	331,99	994,26
2005	687,83	31,62	268,93	8,59	29,05	338,19	1 026,03
2006	708,67	32,77	274,17	8,21	29,86	345,00	1 053,67

en %	Potentiel fiscal avant écartement FDPTP	Compensations fiscales	DGF	Fonds de péréquation (nets)	Dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	Dotations	Total potentiel fiscal et dotations
1994	67,9%	6,7%	24,7%	0,6%	0,0%	32,1%	100,0%
1995	69,0%	6,5%	23,7%	0,8%	0,0%	31,0%	100,0%
1996	69,3%	6,1%	23,7%	0,9%	0,0%	30,7%	100,0%
1997	70,5%	6,0%	22,6%	0,9%	0,0%	29,5%	100,0%
1998	70,4%	5,2%	21,7%	1,0%	1,7%	29,6%	100,0%
1999	69,7%	6,3%	21,3%	1,0%	1,7%	30,3%	100,0%
2000	67,0%	6,5%	22,6%	1,0%	2,9%	33,0%	100,0%
2001	66,3%	7,0%	22,7%	1,1%	2,9%	33,7%	100,0%
2002	66,8%	7,1%	22,5%	0,8%	2,8%	33,2%	100,0%
2003	66,3%	7,1%	22,9%	0,9%	2,8%	33,7%	100,0%
2004	66,6%	3,2%	26,5%	0,8%	2,8%	33,4%	100,0%
2005	67,0%	3,1%	26,2%	0,8%	2,8%	33,0%	100,0%
2006	67,3%	3,1%	26,0%	0,8%	2,8%	32,7%	100,0%

Tableau A3
Communes : effets péréquateurs

Effet péréquisiteur normé (%)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DCTF	-0,26	-0,26	-0,28	-0,31	-0,35	-0,33	-0,36	-0,59	-0,55	-0,56	-0,58	-0,58	-0,86
DCTH	-1,69	-1,75	-1,74	-1,73	-1,67	-1,65	-1,63	-1,63	-1,61	-1,60	-1,56	-1,51	-1,47
DCTP	-1,77	-1,92	-1,85	-1,75	-1,51	-1,31	-1,12	-1,15	-1,05	-1,02	-0,96	-0,86	-0,75
compensation part salaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,99	-0,86	-0,28	1,20	2,06	0,00	0,00	0,00
compensations fiscales	-3,72	-3,94	-3,86	-3,79	-3,53	-4,28	-3,98	-3,66	-2,01	-1,11	-3,10	-2,95	-3,08
contingent communal d'aide sociale (CCAS)	3,50	3,63	3,51	3,42	3,32	3,31	2,97	3,04	3,78	3,82	3,73	3,55	3,39
dotation forfaitaire avant déduction CCAS	-25,06	-24,70	-24,00	-23,74	-22,96	-22,58	-21,75	-21,39	-22,27	-22,10	-20,04	-18,93	-18,36
dotation forfaitaire après déduction CCAS	-21,57	-21,07	-20,50	-20,32	-19,64	-19,27	-18,78	-18,34	-18,49	-18,29	-16,31	-15,38	-14,97
DSR bourg-centre	-0,26	-0,24	-0,28	-0,24	-0,29	-0,31	-0,39	-0,42	-0,40	-0,40	-0,39	-0,48	-0,55
DSR potentiel fiscal	-0,13	-0,17	-0,21	-0,20	-0,24	-0,29	-0,28	-0,33	-0,29	-0,27	-0,25	-0,25	-0,28
DSR voirie	-0,13	-0,15	-0,21	-0,20	-0,22	-0,26	-0,28	-0,31	-0,29	-0,27	-0,23	-0,25	-0,25
DSR élèves	-0,09	-0,09	-0,13	-0,11	-0,13	-0,15	-0,14	-0,23	-0,20	-0,18	-0,14	-0,14	-0,16
DSR potentiel fiscal superficiaire	-0,04	-0,07	-0,09	-0,07	-0,09	-0,11	-0,11	-0,17	-0,13	-0,11	-0,09	-0,09	-0,11
DSR péréquation	-0,39	-0,48	-0,64	-0,57	-0,68	-0,81	-0,83	-1,04	-0,90	-0,82	-0,71	-0,73	-0,81
DSR totale	-0,65	-0,72	-0,92	-0,82	-0,96	-1,12	-1,22	-1,46	-1,30	-1,22	-1,10	-1,22	-1,36
DSU	-0,80	-0,85	-1,18	-1,13	-1,15	-1,55	-1,60	-1,62	-1,64	-1,72	-1,79	-1,97	-2,15
dotation de base intercommunale	-0,19	-0,20	-0,21	-0,22	-0,24	-0,24	-0,30	-0,44	-0,53	-0,53	-0,51	-0,88	-0,88
dotation de péréquation intercommunale	-1,42	-1,71	-1,63	-1,82	-1,76	-1,92	-2,43	-2,99	-3,02	-4,03	-4,11	-3,63	-3,71
DGF intercommunale	-1,62	-1,91	-1,84	-2,04	-2,01	-2,16	-2,73	-3,43	-3,55	-4,56	-4,61	-4,51	-4,60
dotation aménagement	-3,06	-3,48	-3,94	-3,99	-4,12	-4,83	-5,55	-6,51	-6,48	-7,51	-7,50	-7,70	-8,10
FNP part principale	-1,89	-1,87	-2,16	-2,05	-2,35	-2,35	-2,25	-2,28	-2,04	-2,04	-1,97	-1,97	-1,88
FNP majoration	0,00	-0,57	-0,62	-0,57	-0,59	-0,70	-0,69	-0,71	-0,62	-0,60	-0,57	-0,55	-0,58
FNP total	-1,89	-2,44	-2,78	-2,63	-2,94	-3,05	-2,94	-2,99	-2,66	-2,64	-2,54	-2,52	-2,46
écrêtement FDPTP	-3,12	-3,04	-3,15	-3,19	-3,24	-3,35	-3,38	-3,04	-3,81	-3,62	-3,91	-3,91	-3,97
versements FDPTP	-0,55	-0,58	-0,63	-0,65	-0,71	-0,71	-0,83	-0,85	-0,85	-0,72	-0,68	-0,63	-0,61
FDPTP net	-3,66	-3,62	-3,78	-3,84	-3,95	-4,06	-4,21	-3,89	-4,66	-4,34	-4,59	-4,54	-4,58
FSRIF contribution	-0,15	-0,17	-0,17	-0,18	-0,20	-0,18	-0,24	-0,31	-0,31	-0,35	-0,32	-0,34	-0,35
FSRIF reversement	-0,28	-0,26	-0,28	-0,29	-0,31	-0,29	-0,28	-0,33	-0,29	-0,31	-0,30	-0,30	-0,30
FSRIF net	-0,43	-0,44	-0,45	-0,46	-0,50	-0,46	-0,51	-0,65	-0,59	-0,67	-0,62	-0,64	-0,64
prélèvements fiscaux et budgétaires	0,23	0,42	0,19	0,05	-0,12	-0,22	-0,65	-0,31	-0,34	-0,16	-0,51	-0,70	-0,92
total versements budgétaires	-34,56	-35,39	-35,48	-35,09	-34,57	-35,74	-35,32	-35,73	-34,56	-34,39	-34,16	-33,04	-32,91
transferts budgétaires nets	-34,33	-34,98	-35,29	-35,04	-34,69	-35,96	-35,97	-36,04	-34,90	-34,54	-34,66	-33,74	-33,83
dégrèvements de taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,07	-0,07	-0,09	-0,17	-0,18	-0,16	-0,11	-0,23	-0,11
dégrèvements de taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,70	-1,65	-3,04	-3,03	-3,00	-3,03	-3,06	-3,06	-2,95
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,76	-1,72	-3,12	-3,19	-3,17	-3,18	-3,18	-3,29	-3,07
total transferts budgétaires nets et dégrèvements	-34,33	-34,98	-35,29	-35,04	-36,45	-37,68	-39,09	-39,24	-38,07	-37,73	-37,84	-37,03	-36,90
dotations compensatrices	-25,28	-25,01	-24,36	-24,11	-24,93	-25,27	-25,88	-25,19	-23,68	-22,57	-22,59	-21,62	-21,11
dotations péréquatrices	-9,05	-9,97	-10,94	-10,93	-11,52	-12,41	-13,21	-14,04	-14,40	-15,15	-15,26	-15,41	-15,78
dont fonds de péréquation	-5,99	-6,49	-7,00	-6,94	-7,40	-7,58	-7,66	-7,53	-7,91	-7,64	-7,75	-7,71	-7,68

Tableau A4
Communes : performances péréquatrices intrinsèques

Performance péréquatrice (indice de Kakwani)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DCTF	0,35	0,35	0,36	0,36	0,40	0,39	0,41	0,47	0,45	0,42	0,40	0,40	0,35
DCTH	0,37	0,38	0,39	0,39	0,40	0,40	0,40	0,42	0,41	0,40	0,38	0,38	0,37
DCTP	0,12	0,14	0,15	0,14	0,15	0,18	0,18	0,21	0,20	0,20	0,20	0,19	0,19
compensation part salaires						0,16	0,11	0,03	-0,11	-0,19	0,00	0,00	0,00
compensations fiscales	0,18	0,21	0,22	0,21	0,23	0,23	0,20	0,16	0,09	0,05	0,30	0,30	0,30
contingent communal d'aide sociale (CCAS)	-0,23	-0,23	-0,23	-0,22	-0,22	-0,23	-0,23	-0,22	-0,30	-0,30	-0,29	-0,29	-0,28
dotation forfaitaire avant déduction CCAS	0,29	0,30	0,30	0,31	0,31	0,32	0,30	0,30	0,32	0,31	0,24	0,23	0,23
DSR bourg-centre	0,39	0,39	0,43	0,39	0,46	0,45	0,48	0,52	0,48	0,46	0,45	0,44	0,44
DSR potentiel fiscal	0,40	0,42	0,44	0,41	0,48	0,47	0,49	0,57	0,46	0,42	0,39	0,37	0,38
DSR voirie	0,44	0,38	0,46	0,42	0,45	0,45	0,50	0,55	0,48	0,44	0,37	0,38	0,36
DSR élèves	0,26	0,20	0,26	0,22	0,26	0,25	0,29	0,38	0,31	0,27	0,21	0,19	0,22
DSR potentiel fiscal superficiaire	0,40	0,43	0,49	0,37	0,49	0,50	0,49	0,52	0,79	0,49	0,49	0,37	0,44
DSR péréquation	0,37	0,36	0,37	0,38	0,39	0,39	0,42	0,43	0,40	0,37	0,34	0,31	0,31
DSR totale	0,37	0,36	0,38	0,38	0,41	0,40	0,43	0,43	0,42	0,39	0,37	0,34	0,35
DSU	0,68	0,68	0,66	0,64	0,65	0,63	0,59	0,62	0,61	0,61	0,60	0,58	0,56
dotation de base intercommunale	0,28	0,27	0,27	0,27	0,29	0,29	0,30	0,35	0,34	0,31	0,27	0,28	0,27
dotation de péréquation intercommunale	0,38	0,39	0,37	0,40	0,38	0,41	0,43	0,46	0,39	0,44	0,42	0,43	0,43
DGF intercommunale	0,34	0,35	0,34	0,36	0,35	0,38	0,39	0,42	0,37	0,41	0,39	0,38	0,38
dotation aménagement	0,40	0,40	0,40	0,42	0,41	0,44	0,44	0,46	0,42	0,44	0,43	0,41	0,41
DGF totale avant déduction CCAS	0,29	0,30	0,31	0,31	0,32	0,33	0,32	0,32	0,32	0,32	0,27	0,26	0,26
DGF totale minorée du CCAS	0,23	0,23	0,23	0,24	0,24	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,21	0,21	0,21
FNP part principale	0,72	0,72	0,74	0,75	0,76	0,76	0,76	0,77	0,74	0,73	0,70	0,67	0,65
FNP majoration	0,00	0,69	0,74	0,72	0,77	0,75	0,80	0,77	0,71	0,69	0,67	0,64	0,66
FNP total	0,72	0,71	0,72	0,73	0,75	0,75	0,75	0,76	0,72	0,71	0,68	0,65	0,64
écrêtement FDPTP	0,68	0,67	0,68	0,67	0,68	0,68	0,68	0,69	0,69	0,69	0,70	0,70	0,70
versements FDPTP	0,14	0,15	0,16	0,16	0,18	0,18	0,20	0,21	0,20	0,16	0,15	0,14	0,14
FDPTP net	0,43	0,43	0,44	0,44	0,45	0,46	0,46	0,45	0,48	0,45	0,45	0,45	0,46
FSRIF contribution	0,40	0,44	0,41	0,41	0,47	0,43	0,52	0,63	0,55	0,58	0,55	0,56	0,57
FSRIF reversement	0,54	0,51	0,52	0,51	0,53	0,51	0,44	0,50	0,39	0,38	0,39	0,38	0,39
FSRIF net	0,48	0,48	0,47	0,47	0,48	0,50	0,46	0,52	0,46	0,45	0,46	0,54	0,47
prélèvements fiscaux	0,65	0,65	0,65	0,66	0,66	0,66	0,66	0,67	0,67	0,67	0,68	0,71	0,69
prélèvements fiscaux et budgétaires	0,00	-0,01	0,00	0,01	0,02	0,02	0,05	0,02	0,03	0,02	0,04	0,07	0,06
total versements budgétaires	0,27	0,28	0,29	0,29	0,30	0,31	0,30	0,29	0,28	0,28	0,27	0,26	0,26
transferts budgétaires nets	0,23	0,24	0,24	0,25	0,25	0,26	0,26	0,25	0,25	0,24	0,24	0,23	0,23
dégrèvements de taxes foncières					0,42	0,37	0,47	0,61	0,43	0,40	0,30	0,64	0,36
dégrèvements de taxe d'habitation					0,38	0,37	0,37	0,38	0,37	0,37	0,36	0,36	0,35
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation					0,38	0,37	0,37	0,38	0,37	0,37	0,36	0,36	0,34
total transferts budgétaires nets et dégrèvements	0,23	0,24	0,24	0,25	0,26	0,27	0,27	0,26	0,25	0,25	0,24	0,24	0,24
dotations compensatrices	0,21	0,22	0,22	0,22	0,24	0,24	0,23	0,22	0,21	0,20	0,20	0,19	0,19
dotations péréquatrices	0,45	0,45	0,45	0,46	0,46	0,48	0,48	0,48	0,46	0,46	0,45	0,45	0,43
fonds de péréquation	0,49	0,50	0,51	0,51	0,53	0,54	0,53	0,52	0,53	0,50	0,50	0,50	0,50

Tableau A5
Départements : dotations

Montants nominaux en € par habitant	dotations compensatrices	dotations péréquatrices	dont dotations impôts ménages	dont dotation potentiel fiscal	dont dotation de fonctionnement minimale (versement)	dont dotation de péréquation urbaine	Total dotations
1994	85,40	23,55	13,02	9,24	1,30		108,95
1995	90,30	24,44	13,66	9,22	1,55		114,74
1996	93,34	25,16	13,98	9,47	1,71		118,50
1997	95,24	25,65	14,20	9,61	1,83		120,89
1998	113,36	25,95	14,29	9,67	1,99		139,31
1999	132,64	26,71	14,59	9,86	2,26		159,35
2000	129,35	26,42	14,40	9,74	2,29		155,77
2001	166,33	27,10	14,74	9,95	2,41		193,42
2002	185,70	28,00	15,19	10,27	2,53		213,70
2003	195,56	28,50	15,44	10,42	2,65		224,07
2004	214,06	14,09		11,23	2,85		228,15
2005	216,20	16,18			9,20	6,98	232,39
2006	220,53	17,86			10,31	7,56	238,39

en %	dotations compensatrices	dotations péréquatrices	dont dotations impôts ménages	dont dotation potentiel fiscal	dont dotation de fonctionnement minimale (versement)	dont dotation de péréquation urbaine	Total dotations
1994	78,4%	21,6%	11,9%	8,5%	1,2%	0,0%	100,0%
1995	78,7%	21,3%	11,9%	8,0%	1,4%	0,0%	100,0%
1996	78,8%	21,2%	11,8%	8,0%	1,4%	0,0%	100,0%
1997	78,8%	21,2%	11,7%	8,0%	1,5%	0,0%	100,0%
1998	81,4%	18,6%	10,3%	6,9%	1,4%	0,0%	100,0%
1999	83,2%	16,8%	9,2%	6,2%	1,4%	0,0%	100,0%
2000	83,0%	17,0%	9,2%	6,3%	1,5%	0,0%	100,0%
2001	86,0%	14,0%	7,6%	5,1%	1,2%	0,0%	100,0%
2002	86,9%	13,1%	7,1%	4,8%	1,2%	0,0%	100,0%
2003	87,3%	12,7%	6,9%	4,7%	1,2%	0,0%	100,0%
2004	93,8%	6,2%	0,0%	4,9%	1,2%	0,0%	100,0%
2005	93,0%	7,0%	0,0%	0,0%	4,0%	3,0%	100,0%
2006	92,5%	7,5%	0,0%	0,0%	4,3%	3,2%	100,0%

Tableau A6
Départements : potentiel fiscal et dotations

Montants nominaux en € par habitant	Potentiel fiscal direct et indirect	DGD nette					Dotations	Total potentiel fiscal et dotations
		Compensations fiscales	DGF totale (yc CCAS avant 2000)	+variation TIPP et TSCA (hors SDIS)	Dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	variation DDEC		
1994	272,57	20,21	67,89	19,34	0,00	0,42	107,86	380,43
1995	286,47	22,52	70,87	19,70	0,00	0,49	113,58	400,05
1996	297,38	23,86	72,68	20,35	0,00	0,55	117,43	414,81
1997	317,56	24,47	74,45	20,28	0,00	0,60	119,80	437,36
1998	337,53	35,09	75,95	20,41	6,19	0,67	138,31	475,85
1999	354,87	39,30	77,76	34,01	6,30	0,85	158,21	513,08
2000	356,28	44,82	74,53	23,24	11,18	0,96	154,74	511,02
2001	329,82	45,40	79,37	55,43	11,23	0,94	192,37	522,19
2002	331,55	56,49	82,39	61,46	11,46	0,87	212,67	544,22
2003	344,20	62,21	84,25	64,19	11,47	0,89	223,01	567,21
2004	371,20	19,99	187,28	8,08	11,85	0,95	228,15	599,35
2005	396,46	20,56	193,13	5,77	11,91	1,01	232,39	628,85
2006	415,08	19,99	199,95	4,72	12,64	1,10	238,39	653,48

en %	Potentiel fiscal direct et indirect	DGD nette					Dotations	Total potentiel fiscal et dotations
		Compensations fiscales	DGF totale (yc CCAS avant 2000)	+variation TIPP et TSCA (hors SDIS)	Dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	variation DDEC		
1994	71,6%	5,3%	17,8%	5,1%	0,0%	0,1%	28,4%	100,0%
1995	71,6%	5,6%	17,7%	4,9%	0,0%	0,1%	28,4%	100,0%
1996	71,7%	5,8%	17,5%	4,9%	0,0%	0,1%	28,3%	100,0%
1997	72,6%	5,6%	17,0%	4,6%	0,0%	0,1%	27,4%	100,0%
1998	70,9%	7,4%	16,0%	4,3%	1,3%	0,1%	29,1%	100,0%
1999	69,2%	7,7%	15,2%	6,6%	1,2%	0,2%	30,8%	100,0%
2000	69,7%	8,8%	14,6%	4,5%	2,2%	0,2%	30,3%	100,0%
2001	63,2%	8,7%	15,2%	10,6%	2,1%	0,2%	36,8%	100,0%
2002	60,9%	10,4%	15,1%	11,3%	2,1%	0,2%	39,1%	100,0%
2003	60,7%	11,0%	14,9%	11,3%	2,0%	0,2%	39,3%	100,0%
2004	61,9%	3,3%	31,2%	1,3%	2,0%	0,2%	38,1%	100,0%
2005	63,0%	3,3%	30,7%	0,9%	1,9%	0,2%	37,0%	100,0%
2006	63,5%	3,1%	30,6%	0,7%	1,9%	0,2%	36,5%	100,0%

Tableau A7
Départements : effets péréquateurs

Effet péréquisiteur normé (en %)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DCTFB	-0,46	-0,48	-0,51	-0,49	-0,58	-0,56	-0,60	-0,61	-0,57	-0,56	-0,56	-0,52	-0,51
DCTFNB	-2,90	-3,03	-3,14	-2,97	-3,72	-3,68	-3,81	-3,88	-3,62	-3,50	-3,44	-3,23	-3,11
DCTH	-1,44	-1,61	-1,67	-1,53	-1,69	-1,72	-1,84	-1,91	-1,83	-1,71	-1,63	-1,51	-1,46
DCTP	-3,03	-3,58	-4,51	-4,54	-3,74	-2,83	-2,91	-1,14	-1,39	-1,40	-1,29	-1,33	-1,22
compensation part salaires (CSPPS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,67	-2,59	-3,25	-3,34	-1,53	0,00	0,00	0,00
compensations fiscales	-7,83	-8,69	-9,83	-9,53	-9,73	-10,45	-11,75	-10,79	-10,74	-8,70	-6,93	-6,59	-6,30
dotation de compensation (CCAS avant 2000)	-5,90	-6,05	-5,94	-5,31	-5,84	-5,94	-6,76	-6,44	-6,26	-6,20	-11,23	-11,49	-12,49
dotation forfaitaire	-5,29	-4,96	-4,70	-4,33	-4,61	-4,79	-4,78	-5,08	-5,21	-5,17	-21,06	-20,66	-19,80
dotation impôts ménages	-1,93	-2,04	-2,20	-2,29	-2,29	-2,16	-2,24	-2,39	-2,38	-2,29	0,00	0,00	0,00
dotation potentiel fiscal puis dotation de péréquation urt	-3,01	-2,77	-2,61	-2,45	-2,52	-2,50	-2,39	-2,47	-2,40	-2,34	-2,38	1,22	1,21
garantie	-0,06	0,04	0,01	0,01	-0,01	-0,01	-0,07	0,01	0,01	0,02	0,00	0,00	0,00
DGF tronc commun	-10,29	-9,73	-9,49	-9,06	-9,44	-9,46	-9,48	-9,93	-9,98	-9,78	-23,43	-19,44	-18,59
DGF tronc commun plus DC (ou CCAS avant 2000)	-16,19	-15,78	-15,44	-14,37	-15,27	-15,40	-16,24	-16,37	-16,24	-15,99	-34,67	-30,92	-31,08
dotation de fonctionnement minimale (DFM)	-0,98	-1,03	-1,42	-1,44	-1,79	-1,85	-1,94	-1,93	-1,98	-1,96	-2,69	-6,44	-6,79
DFM majoration	-1,24	-1,33	-1,01	-0,96	-0,86	-0,99	-0,82	-0,81	-0,75	-0,74	0,00	0,00	0,00
DFM garantie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DFM versements	-2,22	-2,35	-2,44	-2,40	-2,65	-2,85	-2,77	-2,74	-2,73	-2,70	-2,69	-6,44	-6,79
contribution DFM	-1,28	-1,22	-1,11	-1,03	-0,98	-1,07	-0,91	-0,87	-0,80	-0,80	0,00	0,00	0,00
DFM nette	-3,49	-3,58	-3,54	-3,44	-3,63	-3,92	-3,68	-3,61	-3,53	-3,50	-2,69	-6,44	-6,79
DGF totale (hors CCAS)	-14,36	-13,86	-13,53	-12,94	-13,49	-13,86	-13,56	-14,02	-14,01	-13,79	-26,12	-25,87	-25,38
DGF totale plus (CCAS avant 2000)	-20,26	-19,91	-19,48	-18,25	-19,33	-19,80	-20,31	-20,47	-20,27	-19,99	-37,35	-37,36	-37,87
DGD et variation TIPP	-10,79	-10,34	-9,60	-8,92	-9,86	-12,96	-10,41	-17,61	-18,46	-18,86	-3,20	-2,31	-2,24
versement département surfiscalisé	-4,23	-3,77	-4,65	-4,39	-4,78	-2,36	-2,30	-0,58	-0,41	-0,44	-0,51	0,00	0,00
DGD nette et variation TIPP	-15,02	-14,11	-14,25	-13,32	-14,64	-15,32	-12,71	-18,19	-18,87	-19,30	-3,71	-2,31	-2,24
prélèvements et versements	-5,51	-4,99	-5,76	-5,43	-5,76	-3,43	-3,21	-1,45	-1,21	-1,24	-0,51	0,00	0,00
versements en fonctionnement	-37,03	-37,17	-37,30	-35,23	-37,51	-41,67	-41,16	-47,51	-48,17	-46,25	-47,49	-46,27	-46,41
dégrèvements de taxe foncière bâtie départements	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,05	-0,05	-0,05	-0,12	-0,21	-0,19	-0,18	0,00	-0,15
dégrèvements de taxe foncière non bâtie départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dégrèvements de taxe d'habitation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,52	-0,48	-1,30	-1,44	-1,40	-1,29	-1,16	-1,11	-1,13
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,57	-0,54	-1,35	-1,56	-1,62	-1,48	-1,34	-1,11	-1,28
transferts nets fonctionnement + dégrèvements	-42,54	-42,16	-43,06	-40,65	-43,84	-45,63	-45,73	-50,52	-51,00	-48,97	-49,34	-47,38	-47,69
variation DDEC	-0,05	-0,19	-0,14	-0,15	-0,14	-0,13	-0,11	-0,10	-0,08	-0,08	-0,08	-0,06	-0,05
total dotations	-42,59	-42,35	-43,21	-40,80	-43,99	-45,76	-45,84	-50,62	-51,07	-49,05	-49,42	-47,44	-47,75
dotations compensatrices	-34,15	-33,96	-34,86	-32,62	-35,55	-37,18	-37,53	-42,17	-42,77	-40,92	-44,36	-42,23	-42,16
dotations péréquatrices	-8,43	-8,39	-8,35	-8,18	-8,44	-8,58	-8,31	-8,46	-8,31	-8,13	-5,06	-5,21	-5,59

Tableau A8
Départements : performances péréquatrices intrinsèques

Performance péréquatrice (indice de Kakwani)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DCTFB	0,35	0,37	0,40	0,41	0,34	0,35	0,36	0,37	0,37	0,36	0,35	0,33	0,34
DCTFNB	0,55	0,56	0,56	0,57	0,55	0,56	0,56	0,58	0,59	0,59	0,60	0,59	0,61
DCTH	0,24	0,26	0,27	0,26	0,21	0,23	0,23	0,25	0,25	0,25	0,24	0,23	0,23
DCTP	0,10	0,12	0,16	0,17	0,09	0,10	0,12	0,10	0,13	0,13	0,12	0,13	0,13
compensation part salaires (CSPPS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	0,10	0,09	0,07	0,03	0,00	0,00	0,00
compensations fiscales	0,19	0,21	0,24	0,24	0,17	0,17	0,18	0,17	0,14	0,11	0,28	0,27	0,28
dotation de compensation (CCAS avant 2000)	0,10	0,11	0,11	0,10	0,11	0,12	0,15	0,14	0,14	0,14	0,18	0,19	0,20
dotation forfaitaire	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,16	0,17	0,18	0,18	0,19	0,13	0,14	0,14
dotation impôts ménages	0,07	0,08	0,09	0,10	0,10	0,10	0,11	0,12	0,12	0,12	0,00	0,00	0,00
dotation potentiel fiscal puis dotation de péréquation urt	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16	0,17	0,18	0,17	0,18	-0,14	-0,14
garantie	0,05	-0,12	-0,16	-0,24	0,31	0,49	0,31	-0,28	-0,68	-0,40	0,00	0,00	0,00
DGF tronc commun	0,12	0,13	0,13	0,13	0,14	0,14	0,15	0,16	0,16	0,16	0,14	0,12	0,12
DGF tronc commun plus DC (ou CCAS avant 2000)	0,11	0,12	0,12	0,12	0,12	0,13	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,14	0,14
dotation de fonctionnement minimale (DFM)	0,89	0,89	0,90	0,91	0,91	0,91	0,91	0,91	0,90	0,89	0,84	0,63	0,63
DFM majoration	0,89	0,88	0,92	0,92	0,92	0,93	0,93	0,93	0,93	0,93	0,00	0,00	0,00
DFM garantie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DFM versements	0,85	0,84	0,87	0,88	0,88	0,88	0,89	0,89	0,88	0,86	0,84	0,63	0,63
contribution DFM	0,58	0,59	0,62	0,61	0,64	0,63	0,62	0,62	0,61	0,62	0,00	0,00	0,00
DFM nette	0,72	0,73	0,77	0,78	0,80	0,79	0,81	0,80	0,80	0,79	0,84	0,63	0,63
DGF totale (hors CCAS)	0,15	0,16	0,17	0,17	0,17	0,18	0,19	0,20	0,20	0,20	0,15	0,16	0,16
DGF totale plus (CCAS avant 2000)	0,13	0,14	0,14	0,14	0,14	0,15	0,17	0,17	0,17	0,17	0,15	0,16	0,16
DGD et variation TIPP	0,21	0,22	0,21	0,21	0,23	0,23	0,26	0,22	0,22	0,23	0,29	0,33	0,42
reversement département surfiscalisé	0,42	0,41	0,54	0,54	0,57	0,71	0,51	0,79	0,78	0,78	0,80	0,00	0,00
DGD nette et variation TIPP	0,20	0,21	0,23	0,23	0,26	0,25	0,27	0,23	0,22	0,23	0,32	0,33	0,42
prélèvements et versements	0,43	0,43	0,55	0,54	0,58	0,68	0,54	0,68	0,66	0,67	0,80	0,00	0,00
versements en fonctionnement	0,14	0,14	0,14	0,14	0,15	0,16	0,17	0,17	0,16	0,16	0,16	0,17	0,17
dégrèvements de taxe foncière bâtie départements					0,36	0,37	0,39	0,40	0,40	0,40	0,38	0,44	0,38
dégrèvements de taxe foncière non bâtie départements					0,45	0,44	0,45	0,47	0,46	0,46	0,45	0,44	0,46
dégrèvements de taxe d'habitation départements					0,05	0,05	0,08	0,09	0,10	0,09	0,08	0,08	0,08
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation					0,06	0,06	0,08	0,10	0,11	0,10	0,09	0,08	0,09
transferts nets fonctionnement + dégrèvements	0,13	0,13	0,14	0,15	0,15	0,16	0,17	0,17	0,16	0,16	0,16	0,16	0,17
variation DDEC	0,08	0,30	0,21	0,21	0,19	0,14	0,11	0,13	0,11	0,12	0,10	0,08	0,07
total dotations	0,15	0,15	0,16	0,16	0,17	0,17	0,18	0,17	0,16	0,16	0,16	0,16	0,17
dotations compensatrices	0,13	0,13	0,15	0,15	0,15	0,16	0,17	0,17	0,16	0,15	0,15	0,16	0,16
dotations péréquatrices	0,18	0,19	0,20	0,21	0,21	0,22	0,22	0,23	0,23	0,23	0,29	0,30	0,31

Tableau A9
Régions : dotations

Montants nominaux en € par habitant	dotations compensatrices	dont variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	dont variation DD formation professionnelle	dont variation DRES	dotations péréquatrices	dont FCDR (versement)	dont dotation de péréquation	Total dotations
1994	24,89	11,64	4,73	4,82	0,86	0,86		25,75
1995	25,68	12,01	4,77	4,95	0,86	0,86		26,54
1996	28,26	14,02	4,78	5,12	0,93	0,93		29,18
1997	27,20	12,94	4,82	5,21	0,88	0,88		28,09
1998	30,26	14,53	4,92	5,32	0,98	0,98		31,24
1999	47,30	15,71	5,10	5,35	0,96	0,96		48,26
2000	48,65	16,05	5,10	5,52	0,95	0,95		49,60
2001	68,44	17,01	5,54	5,61	0,94	0,94		69,37
2002	75,26	18,71	5,92	5,59	0,94	0,94		76,20
2003	78,05	17,89	6,97	5,73	0,95	0,95		79,00
2004	80,06	63,62	6,94	5,78	1,17		1,17	81,23
2005	85,45	66,73	8,63	5,96	1,45		1,45	86,90
2006	91,70	72,31	9,07	6,25	1,73		1,73	93,43

en %	dotations compensatrices	dont variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	dont variation DD formation professionnelle	dont variation DRES	dotations péréquatrices	dont FCDR (versement)	dont dotation de péréquation	Total dotations
1994	96,7%	45,2%	18,4%	18,7%	3,3%	3,3%		100,0%
1995	96,8%	45,2%	18,0%	18,6%	3,2%	3,2%		100,0%
1996	96,8%	48,0%	16,4%	17,5%	3,2%	3,2%		100,0%
1997	96,9%	46,1%	17,2%	18,6%	3,1%	3,1%		100,0%
1998	96,9%	46,5%	15,8%	17,0%	3,1%	3,1%		100,0%
1999	98,0%	32,6%	10,6%	11,1%	2,0%	2,0%		100,0%
2000	98,1%	32,4%	10,3%	11,1%	1,9%	1,9%		100,0%
2001	98,7%	24,5%	8,0%	8,1%	1,3%	1,3%		100,0%
2002	98,8%	24,6%	7,8%	7,3%	1,2%	1,2%		100,0%
2003	98,8%	22,6%	8,8%	7,3%	1,2%	1,2%		100,0%
2004	98,6%	78,3%	8,5%	7,1%	1,4%		1,4%	100,0%
2005	98,3%	76,8%	9,9%	6,9%	1,7%		1,7%	100,0%
2006	98,1%	77,4%	9,7%	6,7%	1,9%		1,9%	100,0%

Tableau A10
Régions : potentiel fiscal et dotations

Montants nominaux en € par habitant	Potentiel fiscal direct (hors CSPPS) et indirect	Compensations fiscales	variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	variation DD formation professionnelle	FCDR net puis dotation de péréquation	Dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	variation DRES	Dotations	Total potentiel fiscal et dotations
1994	81,79	3,70	11,64	4,73	-0,07	0,00	4,82	24,82	106,61
1995	88,81	3,96	12,01	4,77	-0,07	0,00	4,95	25,61	114,42
1996	93,82	4,35	14,02	4,78	-0,07	0,00	5,12	28,18	122,01
1997	99,51	4,22	12,94	4,82	-0,06	0,00	5,21	27,14	126,65
1998	103,71	4,01	14,53	4,92	-0,07	1,48	5,32	30,19	133,90
1999	91,34	19,67	15,71	5,10	-0,07	1,46	5,35	47,23	138,58
2000	89,70	21,96	16,05	5,10	-0,08	0,02	5,52	48,57	138,27
2001	76,01	40,22	17,01	5,54	-0,08	0,06	5,61	68,36	144,37
2002	76,13	44,92	18,71	5,92	-0,08	0,11	5,59	75,17	151,31
2003	75,44	47,36	17,89	6,97	-0,08	0,10	5,73	77,96	153,40
2004	75,78	3,62	63,62	6,94	1,17	0,10	5,78	81,23	157,01
2005	77,28	4,03	66,73	8,63	1,45	0,10	5,96	86,90	164,18
2006	94,23	3,98	72,31	9,07	1,73	0,09	6,25	93,43	187,66

en %	Potentiel fiscal direct (hors CSPPS) et indirect	Compensations fiscales	variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	variation DD formation professionnelle	FCDR net puis dotation de péréquation	Dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	variation DRES	Dotations	Total potentiel fiscal et dotations
1994	76,7%	3,5%	10,9%	4,4%	-0,1%	0,0%	4,5%	23,3%	100,0%
1995	77,6%	3,5%	10,5%	4,2%	-0,1%	0,0%	4,3%	22,4%	100,0%
1996	76,9%	3,6%	11,5%	3,9%	-0,1%	0,0%	4,2%	23,1%	100,0%
1997	78,6%	3,3%	10,2%	3,8%	0,0%	0,0%	4,1%	21,4%	100,0%
1998	77,5%	3,0%	10,8%	3,7%	-0,1%	1,1%	4,0%	22,5%	100,0%
1999	65,9%	14,2%	11,3%	3,7%	0,0%	1,1%	3,9%	34,1%	100,0%
2000	64,9%	15,9%	11,6%	3,7%	-0,1%	0,0%	4,0%	35,1%	100,0%
2001	52,7%	27,9%	11,8%	3,8%	-0,1%	0,0%	3,9%	47,3%	100,0%
2002	50,3%	29,7%	12,4%	3,9%	-0,1%	0,1%	3,7%	49,7%	100,0%
2003	49,2%	30,9%	11,7%	4,5%	-0,1%	0,1%	3,7%	50,8%	100,0%
2004	48,3%	2,3%	40,5%	4,4%	0,7%	0,1%	3,7%	51,7%	100,0%
2005	47,1%	2,5%	40,6%	5,3%	0,9%	0,1%	3,6%	52,9%	100,0%
2006	50,2%	2,1%	38,5%	4,8%	0,9%	0,0%	3,3%	49,8%	100,0%

Tableau A11
Régions : effets péréquateurs

Effet péréquisiteur normé (en %)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DCFB+DCFNB	-3,00	-2,93	-2,67	-2,62	-2,80	-2,81	-2,90	-2,85	-2,76	-3,14	-2,93	-2,94	-2,28
compensation DMTO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,12	4,67	4,75	6,45	8,78	0,00	0,00	0,00
DCTH	-2,37	-2,79	-2,71	-1,54	-1,78	-2,04	-2,20	-10,74	-10,11	-10,74	-2,41	-2,46	-2,22
DCTP	-1,33	-1,53	-1,82	-1,75	-1,74	-1,64	-1,51	-1,57	-1,04	-1,15	-1,26	-1,46	-1,36
compensations part salaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,84	-2,86	-4,01	-5,21	-3,49	0,00	0,00	0,00
compensations fiscales	-6,70	-7,25	-7,21	-5,92	-6,32	-1,21	-4,81	-14,42	-12,67	-9,75	-6,59	-6,85	-5,85
FCDR : contribution	-2,93	-3,10	-2,82	-2,52	-2,92	-3,08	-3,10	-3,10	-3,32	-4,03	0,00	0,00	0,00
FCDR : reversement , dotation de péréquation	-2,71	-2,60	-2,83	-2,58	-2,63	-2,85	-2,91	-3,01	-2,95	-3,34	-4,20	-5,28	-5,55
FCDR , dotation de péréquation	-5,64	-5,70	-5,65	-5,10	-5,55	-5,93	-6,01	-6,11	-6,26	-7,37	-4,20	-5,28	-5,55
variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	-10,37	-11,84	-11,93	-11,28	-11,32	-12,72	-12,04	-11,35	-11,79	-10,67	-25,63	-26,59	-27,17
variation DGD formation professionnelle	-4,61	-4,33	-4,05	-4,09	-4,04	-4,11	-4,10	-4,25	-4,35	-5,27	-5,15	-5,63	-5,15
prélèvements et reversements	-2,93	-3,10	-2,82	-2,52	-2,92	-3,08	-3,10	-3,10	-3,32	-4,03	0,00	0,00	0,00
versements en fonctionnement	-24,39	-26,01	-26,01	-23,87	-24,31	-20,90	-23,86	-33,03	-31,76	-29,02	-41,57	-44,35	-43,73
dégrèvements de taxe foncière bâtie	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,04	-0,04	-0,04	-0,11	-0,19	-0,22	-0,21	-0,20	-0,17
dégrèvements de taxe foncière non bâtie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dégrèvements de taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,15	-1,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,94	-0,87	-0,03	-0,06	-0,10	-0,11	-0,10	-0,10	-0,08
transferts nets de fonctionnement	-27,32	-29,11	-28,83	-26,39	-28,17	-24,85	-26,99	-36,19	-35,17	-33,16	-41,67	-44,45	-43,81
variation DRES	-4,12	-3,79	-3,38	-3,37	-3,26	-2,51	-2,65	-1,98	-1,82	-1,95	-1,48	-1,48	-1,38
transferts de fonctionnement et d'investissement	-31,43	-32,91	-32,21	-29,76	-31,43	-27,36	-29,64	-38,16	-36,99	-35,10	-43,15	-45,92	-45,19
dotations compensatrices	-25,79	-27,21	-26,56	-24,65	-25,88	-21,42	-23,63	-32,05	-30,73	-27,74	-38,95	-40,64	-39,64
dotations péréquatrices	-5,64	-5,70	-5,65	-5,10	-5,55	-5,93	-6,01	-6,11	-6,26	-7,37	-4,20	-5,28	-5,55

Tableau A12
Régions : performances péréquatrices intrinsèques

Performance péréquatrice (indice de Kakawni)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DCFNB+DCFNB	0,45	0,45	0,46	0,45	0,44	0,44	0,45	0,44	0,51	0,50	0,48	0,48	0,44
compensation DMTO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,11	-0,07	-0,07	-0,09	-0,10	0,00	0,00	0,00
DCTH	0,41	0,46	0,44	0,25	0,40	0,43	0,46	0,14	0,12	0,11	0,34	0,34	0,34
DCTP	0,21	0,22	0,26	0,26	0,27	0,26	0,24	0,25	0,25	0,21	0,21	0,18	0,20
compensations part salaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,14	0,13	0,10	0,05	0,00	0,00	0,00
compensations fiscales	0,35	0,36	0,35	0,31	0,37	0,01	0,04	0,07	0,05	0,04	0,35	0,32	0,32
FCDR : contribution	0,54	0,59	0,56	0,53	0,57	0,59	0,59	0,61	0,61	0,63	0,00	0,00	0,00
FCDR : reversement , dotation de péréquation	0,65	0,64	0,72	0,68	0,65	0,69	0,71	0,76	0,70	0,67	0,69	0,71	0,71
FCDR , dotation de péréquation	0,59	0,61	0,62	0,60	0,60	0,63	0,64	0,67	0,64	0,64	0,69	0,71	0,71
variation DGD régionale, cartes grises et dotation forfaitaire	0,17	0,20	0,19	0,20	0,18	0,18	0,17	0,15	0,13	0,11	0,07	0,07	0,08
variation DGD formation professionnelle	0,19	0,18	0,19	0,19	0,19	0,18	0,18	0,17	0,15	0,14	0,14	0,12	0,12
prélèvements et reversements	0,54	0,59	0,56	0,53	0,57	0,59	0,59	0,61	0,61	0,63	0,00	0,00	0,00
versements en fonctionnement	0,22	0,23	0,22	0,22	0,22	0,10	0,10	0,10	0,08	0,07	0,09	0,09	0,10
dégrèvements de taxe foncière bâtie					0,41	0,39	0,40	0,41	0,38	0,39	0,39	0,39	0,38
dégrèvements de taxe foncière non bâtie					0,49	0,49	0,46	0,47	0,48	0,44	0,46	0,42	0,44
dégrèvements de taxe d'habitation					0,18	0,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dégrèvements de taxes foncières et d'habitation					0,18	0,19	0,40	0,41	0,39	0,39	0,39	0,39	0,38
transferts nets de fonctionnement	0,24	0,24	0,23	0,23	0,23	0,11	0,11	0,10	0,09	0,07	0,09	0,09	0,10
variation DRES	0,20	0,19	0,18	0,17	0,17	0,15	0,15	0,14	0,13	0,12	0,09	0,09	0,09
transferts de fonctionnement et d'investissement	0,23	0,23	0,23	0,22	0,22	0,11	0,12	0,11	0,09	0,08	0,09	0,09	0,10
dotations compensatrices	0,21	0,21	0,21	0,20	0,20	0,10	0,11	0,10	0,09	0,07	0,09	0,09	0,09
dotations péréquatrices	0,59	0,61	0,62	0,60	0,60	0,63	0,64	0,67	0,64	0,64	0,69	0,71	0,71